



LE MONDE SELON DONALD TRUMP

EN CAS DE RETOUR À LA MAISON BLANCHE, QUELLE SERAIT LA POLITIQUE DE DONALD TRUMP ?

Par Sean SCULL, Analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

Sur la chaîne CNN le 25 octobre 2016, **Donald Trump affirma que « La doctrine Trump est simple : c'est la force »**. Cette lecture du monde basée sur le rapport de force plutôt que sur celle de la concertation tant avec ses adversaires (Chine, Iran, Corée du Nord, etc.) qu'avec ses alliés (Europe, OTAN) a bouleversé le monde lors du mandat présidentiel de Donald Trump.

Force est de constater que huit ans plus tard, Trump est toujours aussi populaire auprès d'une partie de la population américaine, comme le souligne sa troisième victoire consécutive pour être le candidat du parti Républicain à l'élection présidentielle. Malgré la diabolisation médiatique, deux *impeachments*, des ennuis judiciaires, fiscaux et les tentatives des États du Colorado et du Maine de le rendre inéligible à la prochaine présidentielle, le natif du Queens domine le parti républicain et a minutieusement préparé son retour en tant que 47^{ème} président des Etats-Unis d'Amérique.

Donald Trump et ses équipes ont détaillé les politiques qu'ils ambitionnent de mettre en place dans le cadre d'un retour à la Maison blanche, c'est Agenda47. L'Agenda47 de Trump consiste en une série de propositions que sa campagne a publiées sur son site Internet pendant la saison des élections primaires, indépendamment des propositions du "Project 2025" élaborées par une organisation tierce. En effet, le Project 2025 a été préparé par le think tank conservateur *The Heritage Foundation*. L'ambition de ce projet est de réparer « les dommages causés par les libéraux » et « construire une Amérique meilleure avec un programme de gouvernement clair et en préparant les cadres qui vont diriger la prochaine administration conservatrice ». Le projet 2025 est ainsi constitué comme un véritable plan pour reprendre le contrôle de Washington avec un programme politique, un cahier des charges avec des actions à entreprendre dans les 180 premiers jours de la nouvelle administration et la mise en place d'une intelligentsia conservatrice pour le mettre en œuvre. Publié en 2023, ce véritable guide politique fait près de 1 000 pages. Sur le site Internet de "Project 2025" les

auteurs affirment que ce manuel est *“the next conservative President’s last opportunity to save our republic.”*

Ainsi, les questions que nous allons nous poser sont les suivantes : Pourquoi Donald Trump est toujours aussi populaire ? Qu’est-ce que le “Project 2025” ? Quelle est le nouveau projet de Donald Trump en cas de retour à la Maison Blanche ? Pourquoi est-ce que ce le “Project 2025” fait tant peur aux Démocrates ? Quelle est la différence entre le “Project 2025” et l’“Agenda47” ?

Afin de répondre à cette question, nous allons dans un premier temps analyser en quoi Donald Trump est une personnalité politique toujours populaire. Dans un second temps, nous verrons en quoi le “Project 2025” et l’“Agenda 47” incarnent le nouveau projet politique conservateur pour l’Amérique et comment ils peuvent s’avérer utiles pour le retour de Trump au pouvoir.

AVANT-PROPOS	2
<i>DONALD TRUMP : UN « POLITIQUE » POPULAIRE.....</i>	5
UN POLITIQUE DIFFERENT DES AUTRES	5
UN POLITIQUE POUR UNE EPOQUE SPECIFIQUE.....	7
UN POLITIQUE AU BILAN JUGE POSITIF PAR SES ADMINISTRES	13
SUR LE PLAN INTERNATIONAL.....	13
SUR LE PLAN ECONOMIQUE.....	14
SUR LE PLAN SECURITAIRE ET MIGRATOIRE	15
<i>QUEL PROJET POUR ACCOMPAGNER SON RETOUR ?</i>	17
PROJECT 2025 : UN PROJET CONSERVATEUR ET ANTISYSTEME.....	17
UN PROJET DONT DONALD TRUMP N'EST PAS A L'INITIATIVE	17
UNE LECTURE COMMUNE DU MONDE : MAKE AMERICA GREAT AGAIN	18
PROJECT 2025 : UN PROJET DE REFORME JAMAIS VU DANS L'HISTOIRE AMERICAINE ..	21
REFONDRE LA GOUVERNANCE POUR VAINCRE LES VERROUS INTERNES A L'AMERIQUE.....	21
REARMER MILITAIREMENT ET ECONOMIQUEMENT POUR QUE L'AMERIQUE DISPOSE DES OUTILS NECESSAIRES A SA PUISSANCE	24
REARMER MORALEMENT LA SOCIETE AMERICAINE AUTOUR DE VALEURS CONSERVATRICES ...	37
TRUMP S'INSPIRE DU PROJECT 2025 MAIS VA AU-DELÀ AVEC L'Agenda47 : SIMILITUDES ET DIVERGENCES	41
<i>UN PROJET DE WINNER ?.....</i>	50
POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES POUR GAGNER	50
VERS UNE VICTOIRE EN NOVEMBRE 2024 ?	51
<i>CONCLUSION</i>	55

DONALD TRUMP : UN « POLITIQUE » POPULAIRE

UN POLITIQUE DIFFERENT DES AUTRES

Une des principales raisons expliquant le succès de Donald Trump est qu'il est considéré être **un outsider du monde politique**, en d'autres termes, ce n'est pas un politicien professionnel. Donald Trump est né dans le Queens à New York City et a fait carrière dans l'immobilier. Il a présidé son entreprise, la *Trump Organization*, qui est spécialisée dans la construction de biens immobiliers tels que les casinos, les hôtels et les gratte-ciels. Donald Trump n'a pas uniquement fait carrière et fortune dans l'immobilier, mais également dans le *showbusiness*. De 2004 à 2015, **il a co-produit et présenté le show télévisé *The Apprentice***, qui a contribué à davantage le faire connaître auprès des Américains.

Donald Trump n'est donc pas un technocrate, politicien de carrière de Washington DC et c'est justement ce qui a contribué à sa grande popularité dans la mesure où une partie des Américains est en rupture avec leur classe politique. A ce titre, le parcours de Donald Trump peut trouver des similitudes avec celui de Ronald Reagan qui figure parmi les anciens présidents américains les plus populaires de l'histoire récente des Etats-Unis. Lors de sa victoire en novembre 2015, il n'avait exercé aucun mandat, ni concouru pour la moindre élection. Bien que milliardaire, Trump donne donc le sentiment d'être proche du peuple, car son destin n'était pas de faire de la politique. Il aurait pu mener une vie tranquille dans sa résidence à Mar-a-Lago, vivre une retraite paisible ou continuer à gérer son empire, profiter de sa famille et de ses amis. Malgré toutes les difficultés qu'il rencontre, dont la pression médiatique et judiciaire, il continue de se battre pour ce qu'il croit bon pour l'Amérique et cela lui vaut un certain respect de la part des Américains.

Donald Trump est issu du *showbusiness* et ce passé a influencé son style politique. En effet, il est réputé pour être un *showman*, en illustre les rassemblements électoraux et prises de paroles en public qui sont rythmés par des blagues, des moqueries et des slogans politiques. Les exemples sont nombreux comme le slogan *Make America Great Again* ou *Let's go Brandon* et ajoutons l'utilisation du surnom moqueur de *Sleepy Joe* qu'il a donné au président Joe Biden. Il a même déjà trouvé des surnoms pour Kamala Harris, *Lyn' Kamala* ou *Crazy Kamala*. Son ancien chef de cabinet, Mick Mulvaney, l'a qualifié de "*greatest showman in the country*". Cette attitude atypique, son franc parlé, sa capacité à casser les codes et imposer ses propres règles lui permet d'avoir une présence médiatique quasi constante et donc il arrive à faire parler de lui auprès des Américains, même en n'étant plus président. À titre d'exemple, **d'après le Financial Times Donald Trump a reçu, tous médias confondus, 50 % de couverture de plus qu'Hillary Clinton pendant la campagne de 2015¹.**

Or, la démocratie américaine, comme l'ensemble des démocraties représentatives occidentales, tend à devenir de plus en plus une "démocratie d'opinion" au sens développé par Bernard Manin en 1995 dans son ouvrage *Principes du gouvernement représentatif*². Il s'agit d'une mutation des démocraties représentatives occidentales qui repose sur 4 caractéristiques : l'affaiblissement des partis politiques traditionnels, notamment dans leur capacité à structurer les choix électoraux laissant plus de place à l'expression directe des opinions individuelles (1) ; l'essor du rôle croissant des médias, notamment la télévision et les réseaux sociaux, qui façonnent l'agenda politique (2) ; l'apparition de la culture de l'instantanéité qui par la multiplication des informations et l'accélération du tempo médiatique conduit les politiques à devoir opérer des revirements face aux basculements de l'opinion publique (3) et enfin la personnalisation, voire la peoplisation du pouvoir politique où la figure du leader prend une importance accrue pour maintenir l'identification des électeurs (4). Ainsi, la

¹ Naves, M. (2020). Donald Trump et les médias. *Pouvoirs*, 172, 75-85.

<https://doi.org/10.3917/pouv.172.0075>

² Manin, Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris, Calmann-Lévy, 1995

figure de Donald Trump colle parfaitement à ces mutations des démocraties représentatives, alliant légitimité charismatique, personnalisation du chef et propositions disruptives reprises abondamment dans les médias.

UN POLITIQUE POUR UNE EPOQUE SPECIFIQUE

La figure de Donald Trump a émergé dans un contexte international particulier marqué par de nouvelles mutations géopolitiques au point que “l’épopée Trump” semble taillée pour l’époque.

D’un point de vue géopolitique, le début du XXIème siècle est marqué par un double phénomène : la restructuration du monde autour du conflit entre la Chine et les Etats-Unis d’Amérique et la renaissance des nations-empires. Sur le premier aspect, alors que depuis la chute du Mur de Berlin nous assistions à l’émergence d’un monde multipolaire, une nouvelle bipolarité s’est installée depuis l’émergence chinoise : celle entre la Chine et les Etats-Unis. La Chine est devenue un rival systémique cherchant à contester le leadership américain. Nous observons que cette situation relève du piège de Thucydide, soit qu’une puissance émergente cherche à supplanter la puissance dominante et cette dernière tente de l’y en empêcher par tous les moyens. Or, la philosophie “*Make America Great Again*” développée par Donald Trump s’appuie sur cette idée que l’Amérique, empire en déclin, doit se réarmer pour survivre et maintenir son statut d’empire dominant, non pas seulement à des fins de domination du monde, mais au bénéfice de la population américaine.

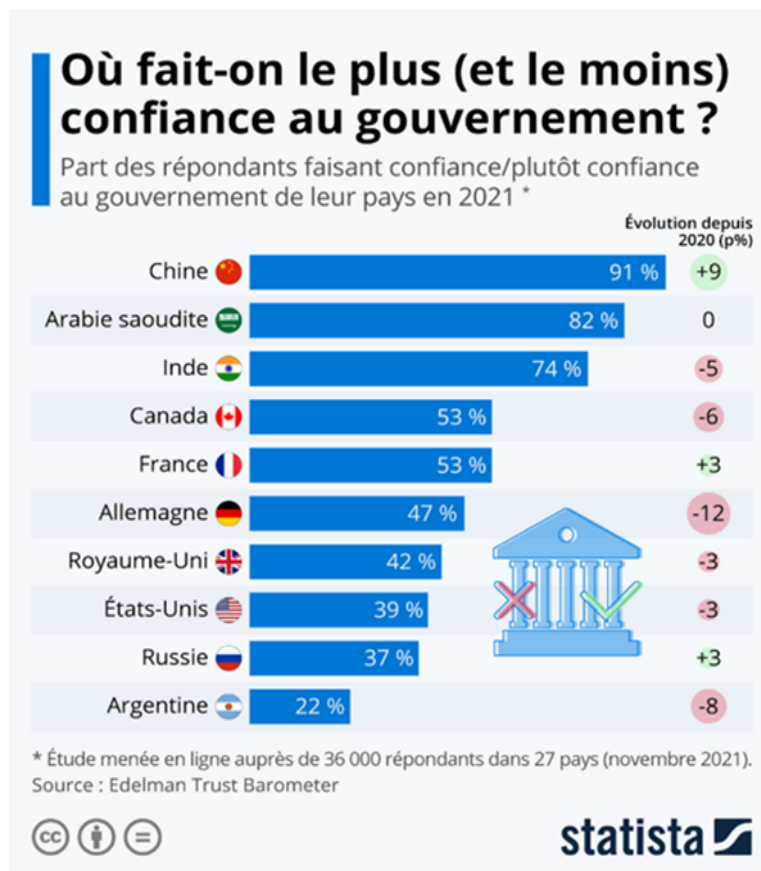
Sur le second point, alors que Francis Fukuyama prédisait lors de la chute du Mur de Berlin la fin de l’Histoire avec l’avènement inéluctable de la démocratie représentative, force est de constater que le monde n’a jamais connu autant de régimes autoritaires. En effet, une concurrence des régimes s’est installée entre les démocraties et les régimes autoritaires, les premiers privilégiant la liberté lorsque les second privilégient l’efficacité. La crise économique de 2008 est venue montrer que les limites des régimes démocraties pour assurer la prospérité de leurs populations. En effet, cette

crise est apparue comme une crise du modèle d'économie de marché suivant le consensus de Washington, ce qui a encouragé d'autres pays à se tourner vers d'autres méthodes. Ainsi, de nombreux régimes autoritaires se sont multipliés avec notamment des projets de renaissance et de restauration de grandeur nationale ou impériale passée comme la Chine, la Russie, la Turquie ou encore l'Iran. Ces régimes imposent aux démocraties occidentales le rapport de force dans les relations internationales ou économiques, un point de convergence avec une personnalité comme Donald Trump qui rejettent le multilatéralisme pour privilégier une approche bilatérale basée sur le rapport de force. Ce qui peut conduire à revenir sous un monde westphalien où les États souverains adoptent des rapports entre eux. Ainsi, il s'agit d'un système interétatique où ce sont les États nations qui sont les acteurs de la scène internationale.

Si Donald Trump est un personnage taillé pour une certaine époque au niveau international, c'est également le cas d'un point de vue national. Selon une étude d'Edelman Trust Barometer, **en 2021, seulement 39 % des Américains auraient confiance en leur gouvernement.** Les Américains, comme le reste des peuples occidentaux, sont traversés par ce que Bernard Manin nomme la « crise de la représentation ». Dans son ouvrage "Principes du gouvernement représentatif", il analyse l'évolution des régimes politiques représentatifs et identifie une crise contemporaine de la représentation. Historiquement, il distingue trois phases : le parlementarisme de candidature, où les représentants étaient des notables indépendants ; le parlementarisme de parti, dominé par les partis politiques structurant la sélection des représentants ; et **la démocratie du public, caractérisée par l'influence croissante des médias et de l'opinion publique sur les relations entre élus et électeurs.**

La crise actuelle se manifeste par un détachement croissant entre les représentants et les représentés, où les citoyens se sentent de plus en plus éloignés de leurs élus, perçus comme servant des intérêts particuliers plutôt que ceux du peuple. La confiance dans les institutions représentatives décline, alimentée par des scandales de corruption et un manque de

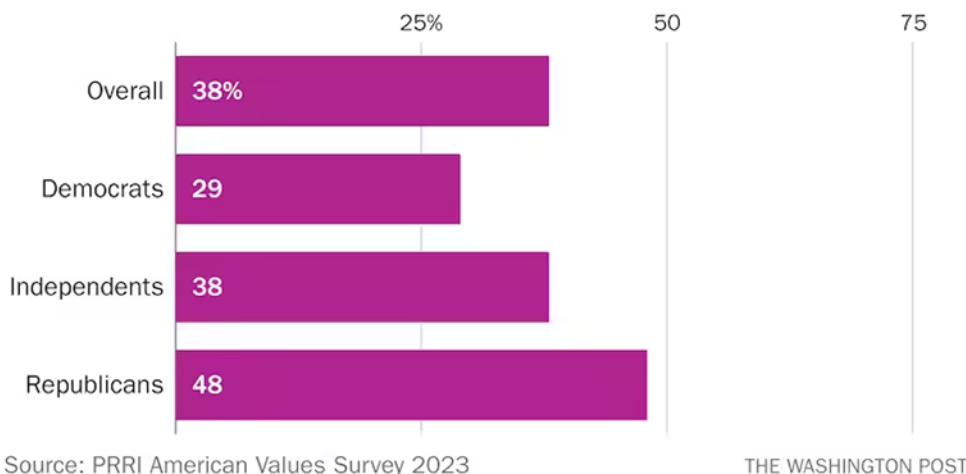
transparence. En conséquence, des mouvements populistes et antisystème gagnent en popularité, remettant en question les principes mêmes de la démocratie libérale dans sa composition actuelle. Par ailleurs, le rôle central des médias et des réseaux sociaux exacerbe ce sentiment de crise en mettant en lumière les faiblesses des institutions. Il s'agit d'une tendance particulièrement favorable au phénomène Trump, même si d'autres ressorts sont à trouver ailleurs (sentiment de perte de contrôle sur le cours du destin, atlantisme, spirale du déclin, etc.)



Ce manque de confiance peut être expliqué par plusieurs facteurs dont le sentiment de “trahison des élites” poursuivant des objectifs antagonistes avec ceux du peuple, mais également par la répétition de mauvais choix collectifs comme la politique de Bill Clinton ouverte à l’égard de la Chine conduisant à déséquilibrer la balance commerciale entre les deux géants. Mais également la décision de ce dernier de mettre en place, en 1993, le *North American Free Trade Agreement* (NAFTA). Cet accord a permis la création d’une zone de libre échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. La mise en place du NAFTA a eu des conséquences désastreuses

sur la classe ouvrière américaine, qui a subi les délocalisations d'usines vers le Mexique, où la main d'œuvre est moins coûteuse. Ainsi, le fait que les peuples ont l'impression que *l'establishment* politique soit déconnecté et ne comprend plus les revendications du peuple s'ajoute à un sentiment préexistant de tension entre l'État fédéral et les États. Ainsi, une partie des Américains souhaitent élire un président fort et autoritaire qui sera représenter et incarner le peuple à Washington DC. Un sondage mené par le *Public Religion Research Institute* démontre que **deux Américains sur cinq approuvent l'idée d'un président autoritaire qui puisse enfreindre certaines règles, car ils considèrent que le pays va mal.**

Because things have gotten so far off track in this country,
we need a leader who is willing to break some rules
if that's what it takes to set things right



Ainsi, la popularité de Donald Trump peut donc s'expliquer par le fait qu'il incarne un pouvoir hyper-présidentiel ou une tendance "présidentialiste" comme dans les régimes sud-américains, loin des standards américains dans une époque qui le nécessite. Le pouvoir américain est divisé de manière égale en trois branches : l'exécutif (incarné par le Président), le judiciaire (incarné par la Cour Suprême) et le législatif (incarné par le Congrès). De même, chaque pouvoir est indépendant de l'autre, il n'y a pas de responsabilité partagée entre le législatif et l'exécutif (le président ne peut pas dissoudre le parlement et le gouvernement n'est pas responsable devant le parlement). Il s'agit du "*Checks and Balances*". L'idée derrière

cette configuration est d'éviter tout excès autoritaire. La marge de manœuvre du Président est donc limitée par la Constitution qui impose cette stricte séparation des pouvoirs. Le Président incarne l'exécutif et dirige l'armée, la diplomatie, il a le droit de veto sur les crimes fédéraux et également sur le législatif³. Toutefois, Donald Trump a lors de son premier mandat exercé le pouvoir présidentiel autrement. Il est sceptique à l'égard du principe des *Checks and Balances*, comme l'illustre son importante utilisation des décrets présidentiels afin d'éviter de passer par le Congrès pour promulguer des lois. Lors de ces 100 premiers jours au pouvoir, il a signé 32 décrets, ce qui est plus en comparaison de ses quatre prédécesseurs⁴. Un autre exemple en 2020 Donald Trump a menacé de suspendre le Congrès pour forcer la confirmation de juges et autres nominations, en s'appuyant sur un article de la Constitution jamais appliqué par aucun président⁵. Puis, Donald Trump a également imposé sa marque en communiquant directement avec les Américains à chaud sur X-Twitter et Truth Social afin d'éviter de passer par ce qu'il appelle *fake and corrupt media*. Cela illustre également sa perception jupitérienne de la fonction présidentielle dans la mesure où il souhaite parler directement au peuple sans aucun intermédiaire.

Finalement, nous pouvons considérer que Donald Trump a ouvert la voie à une "Seconde révolution conservatrice" (à laquelle il est possible d'ajouter Boris Johnson) au même titre que Ronald Reagan et Margareth Thatcher au début des années 1980. Son élection s'est accompagnée par une

³ Damgé, M. (2016, 11 novembre). Le président américain n'a pas tous les pouvoirs. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/11/le-president-americain-n-a-pas-tous-les-pouvoirs_5029454_4355770.html

⁴ Breteau, P. (2017, 2 mai). Ces 32 décrets que Trump a signés pendant ses 100 premiers jours à la Maison Blanche. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/06/m-trump-essaie-d-imposer-sa-marque-avec-une-serie-de-decrets-des-son-entree-en-fonction_5075351_4355770.html

⁵ Monde, L. (2020, 16 avril). Donald Trump menace de suspendre le Congrès pour imposer des nominations. Le Monde.fr.

reconfiguration de la grille de lecture des relations internationales : **les démocraties occidentales anglo-saxonnes ne s'avoueront pas vaincues face aux nouvelles puissances souhaitant mettre un terme à cette parenthèse de domination du monde qui a débuté au XIXème siècle.**

UN POLITIQUE AU BILAN JUGE POSITIF PAR SES ADMINISTRÉS

Au-delà des excès du milliardaire, le bilan du premier mandat de Trump est pour le moins que l'on puisse dire bien loin des caricatures qui en avaient été faites avant son arrivée à la Maison Blanche, mais également de celles de ses partisans qui considèrent qu'il a sauvé l'Amérique. Nous avons conclu il y a plusieurs années que **son bilan est plutôt positif jusqu'à la crise de la COVID-19**. Le **rapport de 2020 du Millénaire sur "La Révolution Trump"** fait état de son bilan. Nous en rappelons ici les principaux points.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

La politique étrangère de Donald Trump est fortement corrélée à sa politique intérieure économique dans le sens où elle défend les intérêts des Américains et notamment de la "working class" qui a constitué une grande partie de sa base électorale. Sa base électorale incarne celle de l'Amérique délaissée par la mondialisation. À ce titre, il propose de s'occuper des Américains avant de s'occuper du monde entier, avec le slogan "*America First*".

Ainsi, au niveau international, cela se traduit par l'instauration du rapport de force permanent tant avec ses adversaires qu'avec ses alliés. Plus globalement concernant sa politique étrangère, il met fin au multilatéralisme et impose ses idées unilatéralement sans consulter ses alliés traditionnels. Il œuvre pour rééquilibrer l'intégralité des accords de partenariat en faveur des États-Unis. En s'opposant aux alliés traditionnels, il affirme haut et fort les revendications de l'*America first*. Il revendique que les États-Unis ne doivent plus assumer le rôle de gendarme du monde. C'est pourquoi il demande par exemple aux Européens de davantage contribuer au budget de l'OTAN par exemple. De surcroît, Trump s'oppose avec véhémence aux institutions internationales comme l'OMS, l'ONU, l'OTAN ou la banque mondiale. L'ancien président préfère concentrer les efforts de l'Amérique sur la menace chinoise. Ainsi, il a réaffirmé l'autorité des États-

Unis dans le duel qui l'oppose à la Chine. Alors que Barack Obama utilisait les organismes internationaux pour contrer les ambitions chinoises, Donald Trump s'est lancé dans une relation bilatérale de confrontation dans le but d'ajuster la balance commerciale à sa faveur en profitant notamment de la paralysie de l'Organisme de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC.

Dans ce contexte, Trump s'aligne sur son électorat qui est opposé aux conflits militaires de longue durée. Les interventions militaires en Irak, en Afghanistan et en Libye sont perçues comme des échecs humains et économiques. Il fait donc le choix d'un retrait progressif. C'est l'unique président Américain à n'avoir engagé le pays dans aucun conflit lors de son mandat. Cependant sur le dossier de l'état islamique, il saura se démarquer de son prédécesseur en osant franchir le pas des frappes militaires ciblées. Cette politisation de la politique étrangère conduira Trump à durcir le ton sur la politique étrangère afin de mieux s'opposer aux choix pris par Barack Obama. Vis-à-vis d'Israël, il se positionne comme un allié inconditionnel en étant notamment en faveur du transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Il est également pour le retrait des États-Unis sur l'accord du nucléaire Iranien. Puis, il a été novateur en créant, the *Space Force* la sixième branche de l'*US Army* afin que les États-Unis d'Amérique puissent sécuriser leurs intérêts dans l'espace.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Ensuite, sur le plan économique, **il a engagé une politique commerciale agressive à l'égard de la Chine** et dénoncé les pratiques de dumping social. Il a contribué à remettre l'économie américaine sur pied en menant des réformes fiscales, notamment en baissant les taxes sur les entreprises de 35 % à 21 %⁶.

6

Contributor, J. F. O. (2023, août 1). The Hill. The Hill. <https://thehill.com/opinion/4130243-feeherly-why-trump-is-winning/>

Pour stimuler l'économie Donald Trump a également assoupli les normes environnementales, permettant davantage de forage pétrolier et d'extraction de gaz. Cela contribue à baisser le prix de l'énergie dans le pays.

Le fil rouge de la politique économique de Trump c'est la défense des intérêts commerciaux américains et la réaffirmation de l'identité industrielle des États-Unis. Au-delà de la Chine, Trump s'est attaqué à toutes les zones géographiques où la balance commerciale était trop défavorable aux États-Unis. L'Europe fut touchée par cette remise à plat des accords commerciaux ainsi que l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

SUR LE PLAN SECURITAIRE ET MIGRATOIRE

Donald Trump a fait de la lutte contre l'immigration illégale un des axes centraux de son premier mandat. Donald Trump a réussi à gérer l'immigration illégale à la frontière mexicaine. Lors de son mandat, le nombre d'arrestations à la frontière a considérablement augmenté, en 2019, on en comptabilisait environ 900.000, ce qui est le nombre le plus élevé depuis 2007⁷.

Donald Trump a également mis en place le controversé *Muslim Ban* (ensuite retiré par Joe Biden) afin de limiter l'entrée légale d'une immigration musulmane. En outre, à travers une série de décrets, il s'est attaqué aux sans-papiers qu'il accuse de voler les emplois des Américains. Nous rappelons au lecteur que la population des sans-papiers aux États-Unis d'Amérique est estimée à 10,5 millions de personnes en 2017⁸. L'acharnement contre les sans-papiers a pour objectif de faire décourager les traversées illégales de migrants à la frontière Sud. Il est parvenu à changer la teneur et le ton du débat sur la politique migratoire, historiquement fondée sur un compromis politique bipartite entre républicains et démocrates.

⁷ Les années Trump : bilan d'un mandat hors norme. (2020, 5 octobre). L'Echo.

⁸ Sauviat, C. (2020). Le bilan de Donald Trump en matière d'immigration, à l'aune de ses promesses électorales. *Chronique Internationale de l'IRES*, 172, 3-20.
<https://doi.org/10.3917/chii.172.0003>

Sur le plan sécuritaire, **Donald Trump a cherché à réformer le système judiciaire américain qui a le plus haut taux d'incarcération au monde.** En 2018 il a signé le *First Step Act* afin de faire baisser ce taux. Le projet de loi a permis la réduction des peines minimales obligatoires pour les crimes liés à la drogue et a élargi les programmes de libération anticipée⁹. Donald Trump a également cherché à enliser la crise des opioïdes en la considérant comme une urgence de santé publique et a alloué d'importantes ressources pour combattre cette épidémie. Il a notamment augmenté le financement du traitement et de la prévention des addictions, renforcé la répression des trafiquants de drogue et réduit le nombre de prescriptions d'opioïdes.

Bien que Donald Trump divise, son bilan n'est pas si désastreux comme les médias et autres experts politiques puissent le laisser l'entendre. Preuve à l'appui, il a tellement devancé Joe Biden dans des sondages pour la présidentielle de 2024 et il est apparu comme plus présidentiable que ce dernier a du laissé sa place à Kamala Harris comme candidate démocrate à l'élection présidentielle.

⁹ Haltiwanger, J. (2022, 27 décembre). Trump's biggest accomplishments and failures from his one-term presidency. Business Insider.

QUEL PROJET POUR ACCOMPAGNER SON RETOUR ?

PROJECT 2025 : UN PROJET CONSERVATEUR ET ANTISYSTEME

UN PROJET DONT DONALD TRUMP N'EST PAS A L'INITIATIVE

Donald Trump a été très clair en déclarant qu'il n'était pas à l'origine du "Project 2025" et c'est uniquement l'initiative du *Heritage Foundation*. Il a été créé par une équipe comprenant plusieurs membres de l'ancienne équipe de Donald Trump, mais ce dernier a depuis tenté de prendre ses distances avec le *Heritage Foundation*. Surtout après que le président Joe Biden, le camp Démocrate et des médias ont publiquement critiqué le projet¹⁰.

Le "Project 2025" est **une initiative clé mise en place par le think tank the Heritage Foundation en préparation du retour d'une administration conservatrice à la Maison-Blanche.** Ce projet s'inspire du précédent rapport remis par the Heritage Foundation lors de l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan à l'hiver 1980. Lors de son premier mandat, l'administration Trump était souvent critiquée pour la présence de personnel politique considéré comme amateur et parfois extrémiste. Cette administration manquait souvent de cadres expérimentés, ce qui a conduit à des difficultés dans la mise en œuvre de certaines politiques et à une perception de chaos et d'improvisation au sein du gouvernement. Le nouveau playbook rédigé par le think tank a pour objectif d'éviter que l'erreur se répète.

¹⁰ Today, U. (2024, 29 juillet). As Trump creates distance from Project 2025, conservative Agenda47 comes into focus. *USA TODAY*.
<https://eu.usatoday.com/story/news/politics/elections/2024/07/17/trumps-agenda-47-project-2025/74439445007/>

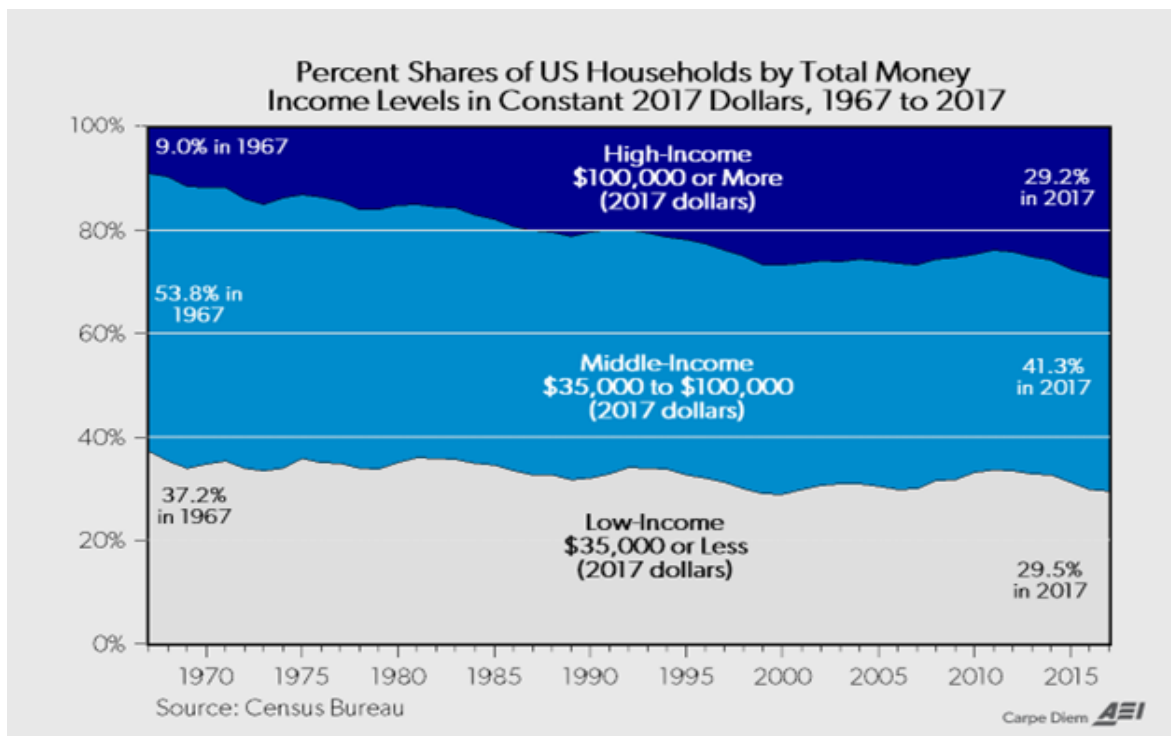
Le "Project 2025" se présente comme un guide structuré pour le deuxième mandat de Trump, avec pour objectif d'éviter les erreurs du passé. Ce projet implique la formation et le placement de cadres compétents et formés pour prendre des postes clés au sein du gouvernement fédéral. En d'autres termes, il ne s'agit plus simplement de nommer des individus alignés politiquement, mais de s'assurer que ces personnes possèdent les compétences nécessaires pour gérer efficacement les agences et départements gouvernementaux. Cette approche vise à instaurer une plus grande stabilité et professionnalisme dans l'administration.

Le "Project 2025" comprend un plan de transition concret et détaillé pour chaque agence fédérale. Ce plan vise à préparer chaque secteur du gouvernement à un changement de leadership en douceur, en mettant en place des stratégies spécifiques pour chaque agence. L'objectif est de garantir que dès le premier jour d'un potentiel deuxième mandat, l'administration puisse fonctionner efficacement et mettre en œuvre ses politiques sans les retards et les complications qui ont marqué le début du premier mandat. En somme, "Project 2025" reflète une approche plus organisée et structurée pour un éventuel retour de Trump à la présidence, visant à corriger les erreurs et les lacunes observées lors de son premier passage à la Maison-Blanche. Au-delà de la préparation du retour de la personne de Donald Trump au pouvoir, l'ambition est d'influencer la société américaine de manière durable dans le temps.

UNE LECTURE COMMUNE DU MONDE : MAKE AMERICA GREAT AGAIN

La popularité de Donald Trump s'explique par sa ligne politique, qui s'oppose à la dynamique des 40 précédentes années marquées par la mondialisation et le déclin américain. C'est également ce qui est affirmé dans **le "Project 2025" qui pose le même constat du déclin Américain** : *"The long march of cultural Marxism through our institutions has come to pass. The federal government is a behemoth, weaponized against American citizens and conservative values, with freedom and liberty under siege as never before."*

Le sentiment du déclin est étroitement lié au fait que beaucoup d'Américains n'ont pas bénéficié de la mondialisation heureuse, surtout les classes moyennes. Le tableau ci-dessous illustre l'appauvrissement généralisé des classes moyennes depuis plusieurs décennies.



Le programme politique de Donald Trump et le “Project 2025” s’articulent autour d’une ligne directrice : redonner à l’Amérique sa grandeur. Pour tenir cette promesse, Donald Trump souhaite avant tout rendre à l’Amérique sa puissance économique. Il fait la promotion du souverainisme ou protectionnisme pragmatique pour enrayer l’appauvrissement du peuple. C’est une ambition partagée par le “Project 2025” comme l’illustre la citation suivante : *“the next Administration must prioritize the economic prosperity of ordinary Americans”*.

Pour arriver à ses fins Donald Trump s’oppose au multilatéralisme dans la mesure où gérer les affaires mondiales coûte cher au contribuable américain. Il juge les organisations internationales comme l’ONU, l’OMC ou l’OTAN inutiles et souhaite que les autres pays membres contribuent

d'avantage financièrement. Dans les échanges commerciaux, Trump préconise les accords bilatéraux plutôt que multilatéraux. Lors de son premier mandat, il a par exemple renégocié NAFTA, car il jugeait l'accord inégalitaire pour les travailleurs américains. Donald Trump milite également pour une réindustrialisation massive du pays. Sur son site de campagne, il est mentionné que son gouvernement mettra en place un plan de relocalisation sur 4 ans pour les produits médicaux et de sécurité nationale essentiels.

En août 2023 sur Fox News, **il a proposé d'instaurer un droit de douane minimal universel de 10 % sur toutes les importations**. De plus, il propose d'instaurer un **droit de douane réciproque**, c'est-à-dire, à chaque fois qu'un pays met en place une taxe sur les produits américains, Washington fera de même¹¹. Puis, **il s'oppose aux accords climatiques** car ils mettent les Américains au chômage et portent atteinte à la souveraineté énergétique du pays. S'il est réélu, il a pour ambition de relancer l'exploitation des ressources américaines en gaz et pétrole. Comme il le scande lors de ses meetings : "*drill, baby, drill*". Son projet a également pour ambition de **reprendre le contrôle de la frontière** et de mettre fin à l'arrivée d'immigrés illégaux. Il propose d'investir dans un système d'immigration « à points » basé sur le mérite. Le projet politique de Trump a su capter un électorat qui lui reste fidèle malgré ses casseroles. C'est l'Amérique des classes moyennes et populaires qui ne se reconnaît pas dans la mondialisation heureuse.

¹¹ Godeluck, S. (2023, 12 septembre). Etats-Unis : le programme économique du candidat Trump se dessine. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/etats-unis-le-programme-economique-du-candidat-trump-se-dessine-1977124>

PROJECT 2025 : UN PROJET DE REFORME JAMAIS VU DANS L'HISTOIRE AMERICAINE

Comme mentionné précédemment le "Project 2025" est un livre de près de 1 000 pages visant à être un guide pour la prochaine administration républicaine. Dans un souci méthodologique et de clarté, **nous avons fait le choix de nous concentrer sur trois totems que nous considérons être les plus importants : une refonte de la gouvernance pour vaincre les verrous internes à l'Amérique principalement incarnés dans l'État profond et les corporatismes (1), un réarmement économique et militaire pour maintenir les avantages comparatifs américains (2) et enfin un réarmement moral de la société autour de valeurs conservatrices (3).**

REFONDRE LA GOUVERNANCE POUR VAINCRE LES VERROUS INTERNES A L'AMERIQUE

Le postulat de base de la pensée de Trump 2025 repose sur la dichotomie suivante : **l'Amérique est désormais divisée entre deux forces opposées : les révolutionnaires woke et ceux qui croient aux idéaux de la révolution américaine.** Les premiers estiment que l'Amérique est – et a toujours été – « systématiquement raciste » et qu'elle ne mérite pas d'être célébrée ; **elle doit être fondamentalement transformée, principalement par un État administratif centralisé.** Les seconds croient en l'histoire et les héros de l'Amérique, ses principes et ses promesses, et en les Américains ordinaires et le mode de vie américain. Ils croient en la Constitution et au gouvernement républicain.

Dans cette conception des Etats-Unis, il y a donc l'idée qu'il existe des verrous internes à toute logique de puissance. Ainsi, **n'importe quel président américain, pourtant élu au suffrage universel des Américains, ne pourrait pas mettre en œuvre une politique de puissance** car il sera entravé par l'État profond (*deep state*) qui pense par elle-même.

Le “Project 2025” affirme que le problème aujourd’hui est que la bureaucratie fédérale qui a une volonté propre. Les employés fédéraux sont idéologiquement alignés – non pas avec la majorité du peuple américain – mais entre eux, posant un problème profond pour le gouvernement républicain, un gouvernement censé être guidé par le slogan « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». **Pour mettre en œuvre les désirs du Président élu au suffrage universel, les personnes nommées politiquement doivent recevoir les outils, les connaissances et le soutien nécessaires pour surmonter les départements des ressources humaines obstructionnistes du gouvernement fédéral.** Plus fondamentalement, le “Project 2025” suggère que la nouvelle administration doit remplir ses rangs de personnes nommées politiquement. L'autonomisation des personnes nommées politiquement dans toute l'administration est cruciale pour le succès du Président et pour cela il faut réformer le système de nomination des employés fédéraux.

Il est primordial, que le Président et ceux qui servent sous ses ordres doivent s'engager envers la Constitution et l'État de droit. Lorsqu'il s'agit de garantir que la liberté peut prospérer, rien n'est plus important que de déconstruire l'État administratif centralisé. Les personnes nommées politiquement, qui sont responsables devant le Président et qui ont le pouvoir de décision dans la branche exécutive, sont essentielles à cette tâche. Selon le “Project 2025”, la prochaine administration ne doit pas céder cette autorité à des « experts » non partisans, qui poursuivent leurs propres fins tout en s'engageant dans une pensée de groupe, isolés des électeurs américains.

Le “Project 2025” affirme que dans ses premiers mots, **l'article II de la Constitution des États-Unis indique clairement que « [l]e pouvoir exécutif sera confié à un Président des États-Unis d'Amérique. »** Ce pouvoir énorme n'est pas confié aux départements ou aux agences, aux employés ou aux organismes administratifs, aux organisations non gouvernementales ou à d'autres intérêts proches du gouvernement. Le Président doit établir et faire respecter un plan pour la branche exécutive. Actuellement, un Président prend ses fonctions pour trouver une bureaucratie fédérale

tentaculaire qui, trop souvent, met en œuvre ses propres plans et préférences politiques.

Le grand défi auquel un Président conservateur serait confronté est **la nécessité d'utiliser les vastes pouvoirs de la branche exécutive pour rendre le pouvoir – y compris le pouvoir actuellement détenu par la branche exécutive – au peuple américain**. Réussir à relever ce défi nécessitera une combinaison rare d'audace et d'abnégation : l'audace de plier ou de briser la bureaucratie à la volonté présidentielle et l'abnégation d'utiliser la machine bureaucratique pour renvoyer le pouvoir de Washington vers les familles américaines, les communautés de foi, les gouvernements locaux et les États.

Dans le "Project 2025" les progressistes sont accusées d'avoir conçu un système de mérite pour promouvoir l'expertise et protéger les bureaucrates des pressions politiques partisans, mais l'effet pervers est qu'il a rapidement commencé à isoler les fonctionnaires de toute responsabilité. **Le système a rendu presque impossible de licencier les fonctionnaires les plus incompetents.**

Aujourd'hui, **la bureaucratie du gouvernement fédéral ne peut même pas répondre à ses propres idéaux de service public**. Les critères de mérite d'aptitude, de connaissances et de compétences ne sont plus la base du recrutement, de la sélection ou de l'avancement, tandis que les salaires et les avantages pour des travaux comparables sont largement supérieurs à ceux du secteur privé. La rétention n'est pas principalement basée sur la performance et, pour la plupart, la performance inadéquate n'est pas évaluée, corrigée ou punie.

Les auteurs ont fait de nombreuses suggestions ici qui, si elles sont mises en œuvre, pourraient mieux contrôler cette bureaucratie et lui permettre de fonctionner plus efficacement et de manière plus responsable, ce qui est particulièrement nécessaire pour la moitié du gouvernement civil qui administre ses responsabilités incontestables en matière de défense et

d'affaires étrangères. Bien qu'une meilleure administration de la bureaucratie centrale soit cruciale pour ces responsabilités ainsi que pour les responsabilités domestiques, le problème de la bonne gestion du gouvernement dépasse la simple administration bureaucratique.

Les lacunes spécifiques de la bureaucratie fédérale – taille, niveaux d'organisation, inefficacité, coût et manque de réactivité au leadership politique – sont enracinées dans l'idée selon laquelle des experts non élus peuvent et doivent être dignes de confiance pour promouvoir le bien-être général dans presque tous les domaines de la vie sociale. **La Constitution, cependant, réservait quelques pouvoirs énumérés au gouvernement fédéral tout en laissant la grande majorité des activités domestiques à la gouvernance étatique, locale et privée.** Comme James Madison l'a expliqué : « *Les pouvoirs réservés aux différents États s'étendront à tous les objets qui, dans le cours ordinaire des affaires, concernent les vies, les libertés et les propriétés des personnes ; et l'ordre interne, l'amélioration et la prospérité de l'État.* » La politique moderne a simplement donné au gouvernement national plus de pouvoirs à faire que la séparation complexe des pouvoirs de la Constitution ne le permet. Selon les auteurs ce système progressiste s'est effondré à notre époque, et la seule solution réelle est que le gouvernement national en fasse moins : décentraliser et privatiser autant que possible, puis s'assurer que la bureaucratie restante est gérée efficacement selon les principes durables.

REARMER MILITAIREMENT ET ECONOMIQUEMENT POUR QUE L'AMERIQUE DISPOSE DES OUTILS NECESSAIRES A SA PUISSANCE

Ainsi, abattre les verrous internes limitant une politique de puissance, est complétée par une stratégie vous permettant de reconstituer la puissance américaine, notamment sur le *hard power*, soit les instruments objectifs d'une puissance : **une dimension militaire et une dimension économico-monétaire.**

Un réarmement sur le plan militaire :

Le ministère de la défense Américain (*Department of Defense*) est le département le plus importante du gouvernement fédéral. Il emploie environ 3 millions de personnes dans le monde et représente 850 milliards de dépenses par an, soit plus de 50 % des dépenses du gouvernement. Ainsi, ce n'est pas une surprise que le "Project 2025" dédie une partie entière à une réflexion sur la refonte de ce département.

Dès le début est posé par l'auteur une série de constats sur les mauvais choix stratégiques des dernières années, avec le retrait désastreux d'Afghanistan, une stratégie chinoise confuse, une politisation des officiers et une confusion au sujet des objectifs de l'armée américaine. Le ton est donné, **la défense américaine est en déclin tant du point de vue de ces capacités que du fait de ce qu'elle veut incarner.** Pour remédier à ce déclin le "Project 2025" propose de réformer l'armée en rétablissant une culture de responsabilité du commandement, de non-politisation et de concentration sur la conduite de la guerre.

Ainsi, il y'a selon le Heritage Foundation un besoin urgent d'éliminer la politisation, rétablir la confiance et la responsabilité pour redonner confiance en l'armée. **Éliminer l'endoctrinement marxiste, les programmes de *critical race theory* et abolir les bureaux créés pour la diversité, l'équité et l'inclusion est un impératif.** Puis, il argumente de supprimer les politiques qui permettent aux personnes transgenres de servir dans l'armée. Pour le think tank conservateur la dysphorie de genre est incompatible avec les exigences du service militaire, et il faut mettre fin à l'utilisation de fonds publics pour les opérations chirurgicales des transgenres ou pour faciliter l'avortement des militaires. La mission de l'armée américaine consiste à déployer, combattre et gagner les guerres en assurant une domination terrestre. Cependant, l'armée n'est pas en mesure d'exécuter cette mission de domination. L'armée américaine se trouve à un point d'inflexion marqué par plus d'une décennie de coupe constante des budgets, par une dégradation de l'état de préparation et de la capacité

d'entraînement, par une quasi-crise en matière de recrutement et par une multitude de systèmes d'armes vieillissants qui n'offrent plus d'avantage qualitatif. Tous ces défis s'inscrivent dans un environnement géopolitique mondial complexe et dynamique, illustré et exacerbé par le triomphe des adversaires de l'Amérique en Afghanistan, ainsi que par la guerre Russe en Ukraine et la menace croissante de la Chine.

Pour que l'Amérique soit à la hauteur des enjeux, "Project 2025" veut réformer en profondeur le renseignement Américain. La principale recommandation est que le nouveau président poursuive l'élaboration d'une législation visant à **démanteler le département de la sécurité intérieure** (*Department of Homeland Security*). Le DHS est l'équivalent américain du ministère de l'intérieur en France. Le DHS est une structure regroupant plusieurs agences visant à assurer la sécurité du pays, comme : le *U.S. Customs Service*, l'*Immigration and Naturalization Service*, le *U.S. Coast Guard*, le *U.S. Secret Service* et bien d'autres services encore. Pour le "Project 2025" une telle organisation est inefficace et a créé un monstre administratif. **L'éclatement du DHS en fonction de ses missions permettrait de mieux les cibler et offrirait la possibilité de réduire les frais généraux et de mettre en place un gouvernement plus limité.**

Un autre département que le think tank suggère de **réformer en profondeur est le *Department of Justice (DOJ)***. Le think tank pose le constat selon lequel le DOJ s'est égaré et a perdu la confiance d'une grande partie du peuple américain. Des pans entiers du département ont été accaparés par une classe de gestionnaires bureaucratiques qui n'ont pas de comptes à rendre au peuple souverain. Mais aussi par des idéologues de la gauche radicale qui se sont incrustés dans tous ses bureaux et toutes ses composantes. Le constat d'un manque d'attention institutionnelle à l'égard de ses fonctions essentielles est aussi posé. "*Defending the rule of law*" devrait être la principale fonction du DOJ. Mais, le "Project 2025" pose le constat opposé. **Au cours de l'administration Biden le DOJ a témoigné d'un mépris pour sa mission avec une politisation et une militarisation sans précédent.** La restauration des valeurs d'indépendance, d'impartialité,

d'honnêteté, d'intégrité, de respect et d'excellence du DOJ doit servir de principes de base à ses actions. **La prochaine administration devra déployer une énergie considérable pour démanteler le système de justice inégalitaire, tout en appliquant l'État de droit de manière égale et neutre.** Des exemples spécifiques de corruption au sein du département, tels que le canular de la collusion avec la Russie, devront être abordés.

Bien évidemment la menace Chinoise est prise très au sérieux. Elle est décrite comme la menace la plus importante à l'encontre de la sécurité, de la liberté et de la prospérité des Etats-Unis d'Amérique. En illustre la phrase suivante : *"China is by any measure the most powerful state in the world other than the United States itself."* **Les ambitions de domination chinoises sont perçues comme une menace directe à l'encontre des intérêts vitaux de Washington et c'est pour cela qu'elle doit être stoppée.** Dans cette optique, la stratégie de défense américaine doit identifier sans équivoque la Chine comme la priorité de la planification de la défense américaine. En parallèle l'auteur souligne le besoin de moderniser et développer l'arsenal nucléaire américain ainsi que de continuer à soutenir la lutte contre le terrorisme. L'auteur souligne qu'il ne faut surtout pas réduire le budget de l'armée de terre. **Au contraire il faut l'augmenter pour qu'elle reste la première puissance terrestre du monde.**

Pour mener à bien les objectifs sécuritaires, le "Project 2025" souligne la place importante que doit prendre les alliés de Washington. Car le pays n'arrivera pas seul à contrer les ambitions de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord. **Les Etats-Unis et ses alliés doivent ensemble augmenter les dépenses de défense et soutenir une réindustrialisation active des industries de défense.** Surtout en Amérique où la base industrielle de défense doit être significativement renforcée. Pour conserver le leadership à l'ère de la concurrence entre grandes puissances un des principaux efforts que doit fournir le département de la défense est la **création de mécanismes permettant d'exploiter l'avantage concurrentiel le plus important de l'Amérique, étant l'innovation.** Cela passe par l'amélioration du déploiement de la technologie sur le champ de bataille. La

capacité à l'emporter dépendra de l'aptitude de l'armée Américaine à développer de nouvelles technologies et à les mettre en œuvre sur le champ de bataille plus rapidement que les adversaires.

Puis, le "Project 2025" souligne le besoin des **alliés d'assumer une bien plus grande responsabilité en matière de défense conventionnelle face à la Chine, aux Russes, aux Iraniens et aux Nord-Coréens**. Pour ce qui est des tensions sur la péninsule coréenne, il faut pousser la Corée du Sud à prendre la tête de sa défense conventionnelle contre la Corée du Nord. En outre, Washington doit soutenir l'augmentation des dépenses et la collaboration de Taïwan et des alliés de l'Asie-Pacifique, comme le Japon et l'Australie, afin de créer un modèle de défense collective. **Du côté de l'Europe et de l'OTAN les alliés des États-Unis doivent être capables d'aligner la grande majorité des forces conventionnelles** nécessaires pour dissuader la Russie tout en s'appuyant uniquement sur les États-Unis pour leur dissuasion nucléaire. À terme les États-Unis doivent réduire le dispositif de leurs forces en Europe.

Pour mieux appréhender les enjeux de sécurité mondiale, les États-Unis d'Amérique souhaitent **réduire les obstacles à la collaboration avec d'autres puissances**. Le coût élevé du développement de technologie militaire oblige les États-Unis à collaborer avec des alliés clés afin de compléter la base industrielle de défense et créer un système plus performant à plusieurs. Pour cela le "Project 2025" souligne la nécessité de diminuer la réglementation sur le trafic international d'armes. Cela dans le but de pouvoir faciliter les échanges avec des alliés tels que le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie.

Bien évidemment, **le think tank affirme que le soutien à Israël doit être maintenu** et l'Amérique doit donner aux partenaires du Golfe les moyens d'assumer la responsabilité de leurs propres défenses côtières, aériennes et antimissiles, tant individuellement que collectivement.

Un réarmement sur le plan économique :

Au sujet de l'économie le "Project 2025" y consacre une grande partie du rapport, ce qui n'est rien d'étonnant au pays du capitalisme...

"Project 2025" suggère que la prochaine administration conservatrice devrait **donner la priorité à l'énergie et à la science afin de garantir aux Américains une énergie abondante**, abordable et fiable, de créer des emplois bien rémunérés, de soutenir l'industrie manufacturière nationale, le leadership technologique, et de renforcer la sécurité nationale. Pour réaliser cette indépendance énergétique il sera nécessaire de mener des réformes impliquant le ministère américain de l'énergie, la Commission fédérale de régulation de l'énergie et la Commission de régulation nucléaire. Puis, pour sécuriser une dominance énergétique américaine **le think tank souligne le besoin d'avoir accès à une énergie abordable, fiable et abondante**. L'indépendance énergétique est primordiale pour garantir la sécurité nationale et la qualité de vie des États-Unis. **L'administration Biden est accusée d'avoir plongé les États-Unis dans une nouvelle crise énergétique** à cause de l'idéologie écologique. Aujourd'hui, les Américains sont confrontés à la rareté de l'énergie, à un réseau électrique moins fiable et à des pénuries artificielles de gaz naturel et de pétrole, malgré des réserves massives aux États-Unis, ce qui a entraîné une hausse des prix qui pèse à la fois sur le peuple américain et sur l'économie. **Le "Project 2025" souligne que la nouvelle crise énergétique n'est pas due à un manque de ressources, mais à des politiques écologiques extrêmes menées par l'administration Biden, le Congrès, divers États, ainsi que les investisseurs de Wall Street, les entreprises internationales et les groupes d'intérêt progressistes**. Le "Project 2025" perçoit ces mesures politiques comme une menace car elles dirigent des quantités d'argent vers des intérêts privilégiés et rendent l'Amérique dépendante d'adversaires comme la Chine en matière d'énergie. La pénurie d'énergie que vit l'Amérique est artificielle et cela nécessitera des milliers de milliards de dollars de nouveaux investissements, soutenus par des subventions du

contribuable, pour résoudre ce « problème » que le gouvernement et les intérêts particuliers ont eux-mêmes créé.

Pour renverser la tendance, la prochaine administration conservatrice doit œuvrer pour une politique énergétique dans l'intérêt du bien commun des Américains et non une politique visant à satisfaire les intérêts privés. Pour cela il est nécessaire de promouvoir la sécurité énergétique américaine en garantissant l'accès à une énergie abondante, fiable et abordable. En outre le "Project 2025" propose d'abroger les projets de loi de dépenses massives tels que l'*Infrastructure Investment and Jobs Act* (IIJA) et l'*Inflation Reduction Act* (IRA), qui permettent de fournir des centaines de milliards de dollars de subventions aux promoteurs d'énergies renouvelables, à leurs investisseurs et à des intérêts particuliers. En soit il s'agit de libérer et déréguler l'innovation énergétique du secteur privé en mettant fin à l'ingérence du gouvernement dans les décisions énergétiques. Cela permettra de mettre fin à la guerre contre le pétrole et le gaz naturel, de permettre aux individus d'utiliser les ressources énergétiques de leurs choix.

Le think tank est conscient de l'importance de l'énergie pour la sécurité nationale des Américains. Ainsi, il propose de rebaptiser le département de l'énergie en tant que département de la sécurité énergétique et des sciences avancées. Les missions principales qu'elle mènerait serait d'assurer le leadership et la coordination en matière de sécurité énergétique, promouvoir les intérêts économiques énergétiques des États-Unis à l'étranger, de diriger la nation et le monde dans le domaine des sciences fondamentales avancées de pointe. Pour mener à bien ces objectifs il est nécessaire d'assainir les anciens sites du projet Manhattan et les sites de matières nucléaires de la guerre froide, et de développer de nouvelles armes nucléaires et de nouveaux réacteurs nucléaires navals.

"Project 2025" entend réformer les politiques publiques visant à réduire le chômage. Au cœur de la promesse conservatrice se trouve la volonté de redonner à chaque travailleur américain le rôle de protagoniste de sa propre vie et de restaurer la famille en tant que pièce maîtresse de la vie américaine.

Le rôle que joue la politique du travail dans cette promesse est très importante selon le think tank. **Afin de réduire le chômage il est impératif d'éliminer les classifications raciales et les formations à la théorie critique de la race. L'administration Biden a poussé à l'équité raciale dans tous les domaines de la vie, y compris dans l'emploi, et cela est contreproductif.** Le prochain président devrait publier un décret interdisant, et le Congrès devrait adopter une loi interdisant au gouvernement fédéral d'utiliser l'argent des contribuables pour financer toutes les formations à la théorie critique de la race.

La politique de l'emploi du prochain président devra aussi être "pro-life". Sur les lieux de travail il est nécessaire de promouvoir des aménagements pour les mères. **La loi fédérale devrait protéger la vie et promouvoir des politiques pro-famille.** Concrètement, le Congrès devrait adopter une loi exigeant que, dans la mesure où un employeur fournit des prestations à ses employés pour l'avortement, il doit fournir des prestations égales ou supérieures pour la grossesse, l'accouchement, la maternité et l'adoption. **Cette loi devrait également préciser qu'aucun employeur n'est tenu de fournir des aménagements ou des avantages pour l'avortement.**

L'ambition du "Project 2025" est également de réformer le département du Trésor américain. La prochaine administration devrait procéder à des réductions des obstacles réglementaires à la croissance économique qui réduisent le niveau de vie et menacent la prospérité, réduire les coûts de mise en conformité réglementaire qui augmentent les prix et coûtent des emplois, promouvoir la responsabilité fiscale, promouvoir la compétitivité internationale des entreprises américaines et mieux respecter les droits du peuple américain en matière de respect de la légalité et de la vie privée. Le "Project 2025" accuse le département du Trésor sous l'administration Biden d'avoir échoué dans la réalisation de chacun des objectifs fondamentaux de l'agence. La dette nationale ayant augmenté de plus de 4 000 milliards de dollars au cours des deux premières années du mandat de Biden. La solidité et la stabilité de la monnaie américaine, le dollar, ont été mises en péril par la pire inflation depuis quarante ans. Les familles américaines se sont

appauvries en raison de la stratégie économique de Biden qui consiste à taxer, dépenser, emprunter, réglementer et imprimer de l'argent. **Le problème de l'administration Biden est qu'elle a, sous la direction de la secrétaire au Trésor Janet Yellen, fait de l'équité et du changement climatique l'une de ses cinq principales priorités. Ces activités ne relèvent pas du mandat et de la mission première du département du Trésor, qui devraient être la promotion de la croissance économique, de la prospérité et de la stabilité économique.** Les principes d'une bonne politique fiscale devraient être d'avoir un système qui génère les recettes nécessaires au financement d'un gouvernement limité pour des activités constitutionnellement appropriées. Les recettes doivent être générés de manière à appliquer les formes d'imposition les moins destructrices sur le plan économique, appliquer des taux d'imposition faibles sur une base fiscale large et neutre, minimiser les interférences avec le fonctionnement du marché libre et de la libre entreprise et minimiser le coût pour les contribuables. Puis, le système fiscal doit minimiser son impact négatif sur la famille et les institutions fondamentales de la société civile.

Le "Project 2025" propose une réforme sur l'imposition. Le code fiscal devrait être simplifié pour un système simple d'imposition individuelle à deux taux, 15 % et 30 %. Cela dans le but d'éliminer la plupart des déductions, des crédits et des exclusions. Le taux de l'impôt sur les sociétés devrait être ramené à 18 %. L'impôt sur les sociétés est l'impôt le plus dommageable du système fiscal américain, et sa charge économique principale pèse sur les travailleurs, car le capital est plus mobile que le travail. Les plus-values et les dividendes qualifiés devraient être imposés à 15 %. Le système devrait permettre l'amortissement immédiat des dépenses en capital et indexer les impôts sur les plus-values en fonction de l'inflation. En outre, une réforme fiscale intermédiaire devrait abroger toutes les augmentations d'impôts adoptées dans le cadre de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA). La prochaine administration devrait également faire pression en faveur d'une législation visant à abroger totalement les subventions y compris les allègements fiscaux accordés aux entreprises d'énergie verte de l'IRA.

Sur les sujets du commerce il y a deux “écoles” au sein du “Project 2025”, une plus protectionniste ainsi qu’interventionniste et une autre davantage néolibérale.

La première argumente que les États-Unis d'Amérique sont la superpuissance dominante du monde et restent l'arsenal mondial de la démocratie. Pour maintenir cette position mondiale il est essentiel que les États-Unis renforcent leur base industrielle de fabrication et de défense tout en augmentant la fiabilité et la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement dispersées dans le monde entier. Cela nécessitera la relocalisation sur le sol national d'une part importante de la production actuellement délocalisée par les multinationales américaines. La politique commerciale doit jouer un rôle essentiel dans la renaissance de la base industrielle américaine de fabrication et de défense. Cependant, plusieurs défis majeurs dans l'environnement commercial international poussent l'Amérique dans la direction opposée.

Le premier défi est ancré dans la règle de la « nation la plus favorisée » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon cette règle, les membres de l'OMC doivent appliquer aux produits de tous les autres pays les tarifs les plus bas qu'ils appliquent aux produits de n'importe quel pays. Ce déséquilibre commercial systémique freine la croissance du PIB et les salaires réels dans l'économie américaine, tout en renforçant l'importante dette extérieure des États-Unis. Le second défi s'inscrit dans le cadre plus large de la menace existentielle posée par le Parti communiste chinois dans sa quête de domination mondiale. La Chine incarne une véritable agression économique avec des outils de politique commerciale mercantiliste et protectionniste tels que les droits de douane, les barrières non tarifaires, le dumping, la contrefaçon et le piratage, ainsi que la manipulation des monnaies.

Pour renforcer le commerce mondial le prochain président devrait restreindre les échanges commerciaux avec la Chine. Cela nécessite

d'étendre les droits de douane à tous les produits chinois et augmenter les taux tarifaires à des niveaux qui bloqueront les produits « fabriqués en Chine ». Toutefois, il est nécessaire de mettre en œuvre cette stratégie d'une manière et à un rythme qui n'exposeront pas les États-Unis à un manque d'accès à des produits essentiels tels que les produits pharmaceutiques clés. En outre, il s'agira d'offrir des incitations financières et fiscales aux entreprises américaines qui cherchent à relocaliser la production de la Chine communiste vers le sol américain. Mais aussi d'interdire l'utilisation de drones fabriqués par la Chine communiste dans l'espace aérien américain. Interdire toutes les applications chinoises de réseaux sociaux telles que TikTok et WeChat, qui posent des risques importants pour la sécurité nationale et exposent les consommateurs américains au vol de données et d'identité. Interdire tous les investissements de la Chine communiste dans les industries de haute technologie. Interdire aux fonds de pension américains d'investir dans les actions de la Chine communiste. Interdire aux entreprises de la Chine communiste d'investir dans les industries de haute technologie. Interdire l'utilisation des chambres de compensation de Hong Kong comme points de transit pour les capitaux américains investissant en Chine continentale. Interdire l'inclusion d'obligations souveraines chinoises dans les portefeuilles des investisseurs américains.

Le prochain président devra tout simplement réduire toute dépendance des États-Unis d'Amérique à l'égard des chaînes d'approvisionnement de la Chine communiste susceptibles d'être utilisées pour menacer la sécurité nationale, comme les médicaments, les puces de silicium, les minéraux de terres rares, les cartes mères d'ordinateurs, les écrans plats et les composants militaires. **L'État fédéral devra mettre en place un système de sanction visant à pénaliser les entreprises y compris les entreprises américaines comme Apple, qui facilitent l'utilisation par la Chine communiste de ses capacités de surveillance et de censure.**

Le "Project 2025" souligne qu'il faudra également tenir le Parti Communiste Chinois pour responsable du virus COVID-19, dont il est presque certain qu'il est issu de l'Institut de virologie de Wuhan. En créant

une commission présidentielle ou un comité restreint du Congrès qui enquêterait sur les origines du virus, ses différents coûts, tant économiques qu'en vies humaines, et les moyens possibles de percevoir des dommages-intérêts du Parti Communiste Chinois, qui se chiffrent probablement en milliers de milliards de dollars.

Comme nous le remarquons les positions que nous venons de présenter vont à l'encontre du libre-échange mondialiste, qui repose sur la théorie selon laquelle le libre-échange représente le meilleur moyen de parvenir à la prospérité américaine et mondiale. Le think tank souligne qu'au cours de son premier mandat, Donald Trump a prêché qu'il ne pouvait y avoir de libre-échange sans un commerce équitable, réciproque et équilibré. Le prochain président en 2025 devra tenir compte de ce principe essentiel.

La deuxième approche pour réformer le commerce mondial est davantage libre-échangiste. Le think tank propose de réduire les droits de douanes car elles empêchent le libre-échange, le commerce et abaisse le niveau de vie des Américains. Selon le think tank, les tarifs douaniers augmentent les prix à la consommation pour les Américains ordinaires d'environ 1 200 dollars par ménage chaque année et ne profitent qu'à un petit nombre d'intérêts particuliers. L'administration Biden a laissé les droits de douane en place et les étend pour poursuivre des objectifs politiques progressistes. La première chose à faire pour une nouvelle administration est de demander au Congrès d'adopter une loi abrogeant les pouvoirs en matière d'imposition du Président. La Constitution confère au Congrès tous les pouvoirs en matière d'imposition et au Président aucun. Le Congrès a délégué une partie de son pouvoir de taxation au président parce qu'il avait du mal à adopter une législation tarifaire « propre » dans les années 1960 et 1970. La délégation au président de l'élaboration des tarifs aurait pu fonctionner à court terme, mais à long terme, elle était à la fois douteuse d'un point de vue constitutionnel et propice aux abus.

Pour relancer le commerce la prochaine administration devra mettre fin à la normalisation du protectionnisme. Sous l'administration Trump s'est produit

un virage progressiste en matière de protectionnisme. L'administration Biden a laissé en place ses politiques commerciales progressistes et autodestructrices, les renforçant même dans de nombreux cas.

REARMER MORALEMENT LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE AUTOUR DE VALEURS CONSERVATRICES

Même si vous parvenez à vous doter des instruments d'une puissance, **encore faut-il que la société soit préparée à soutenir des leaders en faisant usage.** En ce sens, selon le think-tank, **il est nécessaire de réarmer moralement une société américaine jugée décadente par son consumérisme, son gauchisme et désormais son wokisme** qui agrège toutes les idéologies anti-américaines et déconstructrices cherchant à culpabiliser les Américains d'être ce qu'ils sont.

Le "Project 2025" propose une mesure choc pour influencer sur le paradigme de la société, tout simplement **supprimer les subventions publiques aux médias.** Il souligne que depuis Richard Nixon, tous les présidents républicains ont tenté de couper la *Corporation for Public Broadcasting (CPB)* du financement des contribuables. En d'autres termes, tous les présidents républicains ont reconnu que le financement public des émissions nationales était une erreur. Cela signifie que **le think tank recommande que le prochain président conservateur doit faire avancer les choses, et ce malgré l'opposition des membres du Congrès de son propre parti si nécessaire.** L'auteur affirme que mettre fin au financement public est une bonne politique et une bonne politique. La raison en est simple : la radiodiffusion publique est devenue un forum libéral pour les affaires publiques et le journalisme. **Le gouvernement fédéral ne peut plus se permettre de soutenir une telle entreprise car il est endetté de plusieurs milliards de dollars, qui en plus diffuse des opinions de gauche.** Le think tank rappelle les mots du célèbre Thomas Jefferson : *"To compel a man to furnish contributions of money for the propagations of opinions which he disbelieves and abhors, is sinful and tyrannical."*

Sur le même sujet le think tank **propose de réformer en profondeur le United States Agency for International Development (USAID)** qui propage un agenda libéral et progressiste. L'USAID a mis en place des conseillers sur les comités de diversité, d'équité et d'inclusion. Les directives de diversité, d'équité et d'inclusion font partie de toutes les politiques de l'agence et sont

incorporées en tant que clauses standard dans tous les contrats et subventions. Pour le "Project 2025" cela corrompt tous les aspects du travail de l'agence à l'étranger. L'USAID a été totalement instrumentalisée avec la politique identitaire de l'administration Biden. Cette propagande idéologique menace l'avancement professionnel au mérite. Il est souligné que l'USAID est hyper-politisé alors que ça devrait être un environnement de travail fédéral non partisan. Cela crée un cadre institutionnalisé de commissaires politiques progressistes, corrompt le processus d'attribution et décourage les contractants potentiels et les bénéficiaires de subventions qui ne sont pas d'accord avec cet agenda politique de demander un financement de l'USAID. **"Project 2025" suggère que la prochaine administration conservatrice devrait démanteler cette politique progressiste** en supprimant le poste de responsable en chef de la diversité ainsi que les conseillers et les comités, en annulant la fiche d'évaluation et le tableau de bord sur ces sujets, en supprimant les exigences d'équité, de diversité et d'inclusion des appels d'offres et des subventions, en émettant une directive pour cesser de promouvoir cette agenda, y compris l'agenda LGBTQ+, et en fournissant au personnel un moyen confidentiel pour juger les cas de représailles politiques que le personnel de l'agence ou de la mise en œuvre a subis pendant l'administration Biden.

La politique fédérale en matière d'éducation devrait être limitée et, à terme, **le ministère fédéral de l'éducation devrait être supprimé**. Pour le think tank conservateur dans la société pluraliste américaine, **les familles et les étudiants devraient être libres de choisir parmi un ensemble diversifié d'options scolaires et d'environnements d'apprentissage qui répondent le mieux à leurs propres besoins**. Les établissements d'enseignement supérieur devraient refléter cette diversité, en laissant une place non seulement aux établissements d'enseignement supérieur "traditionnels" et aux universités de recherche, mais aussi aux établissements confessionnels, aux écoles professionnelles, aux académies militaires et aux programmes d'apprentissage tout au long de la vie. Il est ainsi nécessaire de rétablir le contrôle des États et des collectivités locales sur le financement de l'éducation. **Les fonds fédéraux existants devraient être envoyés aux États**

sous forme de subventions sur lesquelles ils auraient un contrôle total, ce qui permettrait aux États d'utiliser ces fonds à des fins éducatives légitimes en vertu de la législation nationale.

Ce projet de réarmement moral fait peur aux démocrates par l'affichage ostentatoire de son conservatisme et de son anti-progressisme. En effet, la **popularité de Donald Trump s'explique par son attitude anti-politiquement correct qu'il qualifie de cancer détruisant la politique car on ne peut plus rien dire sans risquer un procès**. Sur son site de campagne pour 2024 il a déclaré la guerre contre le cancel *culture* et le *woke*. Il a pour ambition de réformer le service public et les universités pour y supprimer l'influence *woke*. Dans le sport, il souhaite bannir l'accès des hommes transgenres aux catégories féminines.

Comme nous venons de le voir à l'instant, la guerre contre l'idéologie progressiste est aussi au coeur du "Projet 2025" et nous allons également voir que c'est le cas dans "L'Agenda47". C'est la raison pour laquelle les Démocrates critiquent ces projets. **Sur NPR "Project 2025" a été critiqué comme étant une proposition radicalement conservatrice sur le plan social et nationaliste chrétienne ayant le pouvoir de perturber considérablement le fonctionnement du gouvernement et des institutions Américaines**¹².

Les Démocrates et les forces anticonservatrices se sont offusqués de l'ambition du "Project 2025" de démanteler le *U.S. Department of Education*, l'équivalent du ministère de l'Éducation nationale en France. Selon les opposants du projet une telle mesure risquerait d'augmenter les inégalités d'accès à l'éducation dans le pays. Le département de l'éducation est la seule agence fédérale chargée de garantir l'égalité des chances et s'occupe du financement des États et des districts scolaires pour l'enseignement

¹² Npr. (2024, 17 juin). « If You Can Keep It » : The Objectives of Project 2025. NPR.
<https://www.npr.org/2024/06/17/1198911377/1a-06-17-2024>

primaire et secondaire¹³. **Un groupe de démocrates de la Chambre des représentants a lancé un groupe de travail pour commencer à lutter contre la proposition “Project 2025” et l'empêcher de s'imposer si l'ancien président républicain revient au pouvoir.** Le démocrate Jared Huffman, membre du groupe de travail « Stop Project 2025 », affirme que les démocrates du Congrès et les groupes extérieurs prennent au sérieux la campagne de Trump dans le cadre de la revanche attendue contre le président démocrate Joe Biden à l'automne. Huffman¹⁴ Blitzkrieg » et que les législateurs doivent être prêts pour contrer la potentielle mise en application de cette feuille de route conservatrice¹⁵.

¹³ James, W. Ragland, W. (Juillet 25, 2024). Project 2025's Elimination of Title I Funding Would Hurt Students and Decimate Teaching Positions in Local Schools. American Progress. <https://www.americanprogress.org/article/project-2025s-elimination-of-title-i-funding-would-hurt-students-and-decimate-teaching-positions-in-local-schools/>

¹⁵ Mascaro, L. (2024, 11 juin). *House Democrats warn of Project 2025 plans for a Trump White House* | AP News. AP News. <https://apnews.com/article/project-2025-trump-biden-election-congress-6899a1167a4522b1c8be371f7abe7ee9>

TRUMP S'INSPIRE DU PROJECT 2025 MAIS VA AU-DELÀ AVEC L'AGENDA47 : SIMILITUDES ET DIVERGENCES

Donald Trump s'est montré plus ou moins ambiguë vis-à-vis du Project 2025 et a préféré prendre ses distances avec ce programme formulé par la Heritage Foundation. Donald Trump a publiquement déclaré qu'il se distançait d'un projet auquel il n'avait jamais participé. Il l'a défini comme extrême et qu'il ne s'engageait pas à poursuivre les réformes listées dans le document. Cette réaction a pu surprendre alors que Trump s'est montré proche de la Heritage Foundation par le passé et que les personnes à l'origine de la rédaction de ce projet ont participé à sa première administration. Cette réaction dénote face à celle de son colistier, JD Vance, qui se réclame de ce projet, qu'il définit comme le guide du conservatisme futur et décrit ce qu'il est nécessaire de réaliser dans le pays pour lui. La posture de Donald Trump, apparaît comme une posture de communication, pour qu'il ne soit pas vu comme trop extrême, comme un dictateur. Certains prétendent que Trump a voulu se distancer du Project 2025 car l'ancien président préfère les programmes plus vagues et moins détaillés, pour limiter les critiques potentielles.

Le projet de Donald Trump est inscrit dans L'“Agenda47” et bien que similaire au “Project 2025” pour certains, celui-ci a ses particularités. D'abord bon nombre des mesures proposées dans l'“Agenda47” seraient mises en œuvre par voie de décret. C'est à dire que les mesures n'ont pas besoin d'être votés au Congrès. **Puis, l'“Agenda47” est un projet rédigé spécifiquement pour la campagne présidentielle de Donald Trump** et il est dédié aux oubliés de l'Amérique : *“To the Forgotten Men and Women of America”*.

Le constat est le même, l'Amérique est en déclin :

“But now we are a Nation in SERIOUS DECLINE. Our future, our identity, and our very way of life are under threat like never before. Today we must once again call upon the same American Spirit that led us to prevail through

every challenge of the past if we are going to lead our Nation to a brighter future."

Dans le domaine de l'éducation les propositions de Trump se concentrent sur le financement et la punition des enseignants ainsi que des institutions qui n'enseignent pas les valeurs conservatrices. **On peut citer des coupes concernant le département de l'éducation, notamment la fin des subventions fédérales pour les écoles enseignant la théorie du genre ou la théorie critique de la race. Des mentions sur la facilitation de l'école à domicile sont aussi présentes.**

Sur l'immigration l'"Agenda47" adopte une rhétorique anti-immigrés. **Selon le programme, Trump signera un décret dès le « premier jour » pour mettre fin à la citoyenneté automatique pour les enfants des « étrangers illégaux ».** Il propose également de continuer la construction du mur à la frontière sud, de ramener des troupes des bases Américaines à l'étranger pour les stationner le long de la frontière, déployer la Navy pour créer un *"Fentanyl Blocade"* et de mettre tous les moyens nécessaires pour stopper l'entrée illégale d'immigrés. ***"Before we defend the Borders of Foreign Countries, we must first secure the Border of our Country"***. Donald Trump entend également mettre en place la plus grande déportation d'immigrés dans l'histoire du pays. **Donald Trump veut privilégier l'immigration sur la base du mérite.** La sélection d'immigré sera plus stricte dans la mesure où aucune personne hostile à l'Amérique sera acceptée :

"Republicans will use existing Federal Law to keep foreign Christian-hating Communists, Marxists, and Socialists out of America. Those who join our Country must love our Country."

Pour combattre le crime le programme de Trump propose d'investir dans le recrutement et la formation des policiers. Il est aussi mentionné d'accroître leur protection en matière de responsabilité et de soutenir les politiques de maintien de l'ordre telles que l'interpellation et la fouille, ainsi que la collaboration de la police locale avec le *U.S. Immigration and Customs Enforcement* en matière d'expulsion.

Des mesure phares sont la peine de mort pour les trafiquants de drogue ou les trafiquants d'êtres humains, ainsi que le placement des cartels mexicains sur la liste des organisations terroristes internationales pour leur participation dans les problèmes de sécurité sur le territoire. Trump se réserve également le droit d'envoyer la Garde Nationale dans des villes libérales, où le taux de criminalité est fort.

Trump propose de maintenir Medicare et la sécurité sociale en réduisant les dépenses fédérales, en limitant l'aide à l'étranger et en éliminant des programmes qu'il critique, comme la "libération massive d'immigrants illégaux", les programmes de genre dans l'armée, et ce qu'il appelle l'« extrémisme climatique ». Il souhaite également rétablir l'interdiction des investissements basés sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les fonds de retraite, en émettant un décret et en collaborant avec le Congrès pour rendre cette interdiction permanente.

En matière de santé, Trump propose de lutter contre l'augmentation des maladies chroniques chez les enfants, telles que l'autisme, l'obésité, l'infertilité, les allergies et les problèmes respiratoires, en créant une commission présidentielle spéciale pour enquêter sur les causes profondes de ces maladies, en s'assurant que cette commission ne soit pas influencée par les grandes entreprises pharmaceutiques.

Il souhaite aussi réduire les coûts des médicaments, en signant un décret obligeant les grandes entreprises pharmaceutiques à offrir aux États-Unis les meilleurs prix qu'elles pratiquent à l'étranger, tout en augmentant les prix pour les autres pays. Trump promet de remédier aux pénuries de médicaments, en rapatriant la fabrication de médicaments essentiels aux États-Unis et en imposant des restrictions aux importations en provenance de la Chine, afin de créer de nouveaux emplois sur le sol américain.

Sur l'économie le projet de Donald Trump propose de réduire les réglementations fédérales sur les ressources telles que l'énergie, de réduire les impôts, d'augmenter les droits de douane sur les producteurs étrangers tout en réduisant les impôts des producteurs nationaux, d'imposer des droits de douane universels sur la plupart des produits étrangers, **« d'éliminer la dépendance à l'égard de la Chine » et d'interdire les contrats fédéraux pour toute entreprise qui sous-traite en Chine.** Pour relancer l'économie Américaine Donald Trump veut surtout avoir accès à une énergie bon marché et pour atteindre ce but il ambitionne de **relancer le nucléaire et la production de pétrole ainsi que de gaz.** Pour garantir une économie durable Donald Trump entend promouvoir l'innovation en soutenant une crypto-monnaie libre, le développement de l'Intelligence artificielle et l'expansion dans l'espace. **Le programme souligne l'importance de disposer d'une souveraineté sur son économie et cela passe par des relocalisations d'industries stratégiques ainsi que la promotion du “Buy and hire American”.**

Sur le sujet de la menace Woke Donald Trump va tout faire pour l'enrayer.

Le projet propose de protéger le droit à la liberté d'expression et s'opposer à la censure mais aussi toute influence Woke dans l'éducation, l'armée, le sport et empêcher le financement public de changement de sexe. Son ambition est également d'éliminer toute influence woke, marxiste, des théories du genre du système éducatif Américain. Au contraire, l'“Agenda47” encourage de recruter des enseignants ayant des valeurs patriotiques et à encourager l'enseignement religieux, ainsi que les prières dans les écoles publiques.

Dans les affaires internationales l'“Agenda47” propose de rétablir l'équilibre mondial avec “peace through strenght”. Cette politique étrangère sera menée en fonction des intérêts du peuple Américain. Pour mener à bien cette politique il propose de moderniser l'armée en investissent dans la recherche technologique de pointe, de renforcer les alliances tout en s'assurant que les alliés des Etats-Unis contribuent à leur propre défense. Donald Trump souligne l'importance d'investir et de

relancer l'industrie de défense Américaine en achetant que de l'équipement sécuritaire et de défense Américain¹⁶.

Comme dans le Project 2025, l'augmentation des pouvoirs présidentiels est un sujet qui fait énormément parler quand il s'agit de l'Agenda47. Le plan de Trump pour étendre les pouvoirs présidentiels repose sur une interprétation controversée de la Constitution, connue sous le nom de théorie de l'exécutif unitaire. **L'objectif est de remodeler le fonctionnement de la branche exécutive en donnant au président plus de contrôle sur les employés fédéraux.** Cela inclut la réintroduction du Décret Exécutif 13957, permettant au président de licencier plus facilement des fonctionnaires, notamment ceux considérés comme faisant partie de l'« État profond ». Il est également question de réformer les tribunaux FISA, de rendre publics tous les documents classifiés liés à la surveillance et à la corruption gouvernementales, et de limiter l'influence des « fuites gouvernementales ». De plus, Trump souhaite rendre chaque bureau d'Inspecteur Général indépendant des départements qu'ils supervisent et déplacer des emplois gouvernementaux hors de Washington afin de décentraliser le pouvoir fédéral.

Une autre partie de cette stratégie consiste à réduire la réglementation fédérale. Les règlements devraient être soumis à un examen public via une base de données centrale, et s'ils ne sont pas publiés, ils seraient annulés. Trump souhaite également ramener sous l'autorité présidentielle directe des organismes indépendants tels que la FCC et la FTC, et introduire un nouveau test pour les fonctionnaires sur les limites constitutionnelles du gouvernement.

Sur le plan financier, Trump souhaite rétablir la pratique de l'impoundment, qui permet au président de retenir des fonds destinés à des programmes, en contournant le Congrès. L'argument avancé est que ces économies pourraient être réaffectées pour renforcer la défense,

¹⁶ Agenda24 : 2024 GOP PLATFORM. <https://www.donaldjtrump.com/platform>

Medicare et la sécurité sociale. Trump présente cela comme un moyen de réduire les dépenses inutiles, de freiner l'« État profond » et de reprendre le contrôle des finances publiques.

En 2016, l'élection de Donald Trump, d'un homme spécifique pour une époque spécifique, s'est accompagnée d'une reconfiguration du monde. Au-delà d'un homme, les Américains ont choisi une vision du monde. Or, les Etats-Unis demeurant la plus grande puissance mondiale, le choix des Américains s'accompagne nécessairement de changements pour le reste du monde, et notamment pour l'Europe. Ainsi, l'impact d'un mandat présidentiel de Donald Trump a été si grande que l'on est en droit de se demander quel est le monde vu par Donald Trump en cas de retour à la Maison Blanche ? Provoquera-t-il autant de bouleversements pour ses adversaires comme ses alliés ? En tant que Français et Européens, à quoi faut-il s'attendre ?

Le programme Agenda47 de Donald Trump est conçu pour répondre aux grandes évolutions mondiales et aux crises internationales qui transforment aujourd'hui la politique et l'économie. Une priorité de son plan est de réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis de pays étrangers, en particulier la Chine. La pandémie de COVID-19 a révélé les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement mondiales, soulignant la nécessité d'une Amérique plus autonome. Trump propose de relocaliser la production nationale, notamment dans des secteurs clés comme les produits pharmaceutiques, en imposant des taxes et des restrictions aux importations en provenance de Chine. L'objectif est d'assurer non seulement la sécurité nationale, mais aussi de protéger les emplois et les industries américaines.

Sur le plan commercial, l'agenda de Trump montre une volonté de se tourner vers le nationalisme économique. Il insiste sur l'importance de redynamiser les industries nationales pour pouvoir rivaliser avec les puissances mondiales émergentes, en particulier la Chine. Cette stratégie de réduction de la

dépendance à l'égard de la production étrangère et de soutien aux industries locales reflète une tendance mondiale plus large visant à protéger les économies nationales des risques liés à une trop grande dépendance envers le commerce international.

Trump met également l'accent sur la sécurité aux frontières comme réponse aux défis internationaux. En qualifiant les cartels mexicains d'organisations terroristes, il souhaite s'attaquer au flux de drogues illégales entrant aux États-Unis, ce qu'il considère comme une crise à la fois intérieure et internationale. Son projet de renforcer la sécurité des frontières est présenté comme une réponse aux pressions migratoires mondiales, exacerbées par les conflits et l'instabilité économique dans de nombreuses régions du monde.

Sur le front de la défense, les propositions de Trump montrent qu'il est conscient des menaces mondiales en constante évolution. Son insistance sur la cybersécurité et l'innovation technologique vise à garantir que les États-Unis restent un leader en matière de progrès militaire et technologique. Son projet de créer des "villes de la liberté" comme pôles de progrès technologique et industriel s'inscrit dans une vision plus large visant à maintenir l'Amérique à l'avant-garde de l'innovation mondiale, en particulier face à des rivaux comme la Chine et la Russie.

Le "Project 2025" et l'"Agenda47" s'intègrent dans un phénomène plus large, qui est celui de la restructuration de l'ordre mondial entre souverainistes et mondialistes ainsi qu'entre les régimes faisant la promotion des valeurs conservatrices et traditionnelles et les régimes faisant la promotion des valeurs modernes et progressistes. En effet, nous remarquons aujourd'hui un décalage par rapport à ces deux dichotomies politiques entre les puissances. Les exemples sont nombreux. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 la France perd son influence en Afrique "à la vitesse grand v". Une des raisons est son manque de crédibilité auprès des populations africaines, qui ne se retrouvent plus dans les valeurs et le modèle sociétal français. Celui-ci est perçu comme trop progressiste et

décadent par une certaine partie de la population africaine. Un autre exemple, est celui de la Russie de Vladimir Poutine qui veut se positionner comme la puissance garante d'un mode de vie traditionnel en opposition à la décadence occidentale. Fin août 2024 le président Poutine a signé un décret facilitant l'entrée de ressortissants étrangers souhaitant fuir les valeurs néolibérales de l'Occident¹⁷. L'opposition entre valeurs progressistes et conservatrices est aussi identifiable au sein des États nations. La vague de désapprobation d'une partie de la population française au sujet de la séquence de promotion des valeurs LGBTQ+ lors de la cérémonie d'ouverture des JOP 2024 est un exemple concret. **Ainsi, le "Project 2025" et l'"Agenda47" sont une tentative pour sortir l'Amérique de la décadence et remettre le pays sur le chemin des valeurs traditionnelles.** C'est l'idée de sortir d'une société dominée par l'individualisme et le néolibéralisme pour retrouver une société dominée par une idée de projet commun et des valeurs spirituelles (religieuses et philosophiques). Cette ambition est illustrée dans le "Project 2025" par le souhait de réarmer moralement la société autour de valeurs conservatrices. Dans l'"Agenda47" nous retrouvons le constat d'une Amérique en déclin et du besoin d'un pouvoir politique fort soucieux des intérêts Américains. Donald Trump propose dans l'agenda des mesures pour contrôler les flux migratoires, promouvoir la souveraineté économique avec le *buy American* et en finir avec la dépendance à l'égard de la Chine. En somme, le "Project 2025" et l'"Agenda47" peut être compris comme une contre-réaction ou un contre-mouvement à une Amérique devenue décadente et dominée par les intérêts économiques. C'est une tentative de recréer un sentiment de communauté nationale dans un monde fragmenté.

D'une perspective française et européenne il faut s'attendre à moins d'intervention américaine sur le continent. Surtout dans le domaine de la sécurité et de la défense avec la possibilité de retrait des forces américaines et très probablement de baisse du soutien matériel et budgétaire en matière de défense. Bien évidemment en cas de retour de Donald Trump à la Maison-

¹⁷ Tass. (2024, August 19). Russia offers safe haven for people trying to escape Western liberal ideals. TASS. <https://tass.com/politics/1831019>

Blanche le soutien militaire vis-à-vis de Kiev sera suspendu. En conséquence, les Européens devront davantage assumer leur propre défense et dans le cas où le conflit en Ukraine perdure envisager de soutenir l'Ukraine sans l'aide Américaine. **Le désengagement américain de l'Europe impliquera pour les Européens d'abandonner toute idée de politique unilatéralement alignée sur les intérêts atlantistes et il faudra réfléchir collectivement à une politique européenne soucieuse des intérêts du Vieux continent avant tout.**

UN PROJET DE WINNER ?

POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES POUR GAGNER

Le "Project 2025" du Heritage Foundation présente plusieurs aspects positifs et négatifs pour Donald Trump dans le contexte de l'élection présidentielle de 2024.

D'un côté, **le projet montre une préparation et une organisation rigoureuses, contrastant avec le manque de structure de son premier mandat.** Cette planification détaillée pour chaque agence fédérale peut rassurer les électeurs qui craignent le chaos administratif. En mettant l'accent sur la formation et la nomination de cadres compétents, le projet attire ceux qui souhaitent voir un gouvernement plus efficace et moins improvisé. Le renforcement du pouvoir exécutif, via la nomination de personnes politiquement alignées à des postes clés, pourrait garantir une mise en œuvre plus cohérente des politiques de Trump, séduisant ainsi les électeurs en quête de résultats rapides et visibles. De plus, le message de réforme et de décentralisation du pouvoir pourrait résonner positivement chez les électeurs conservateurs et ceux méfiants envers le gouvernement fédéral.

D'un autre côté, **l'insistance sur le renforcement du pouvoir des personnes nommées politiquement par rapport aux experts non partisans pourrait inquiéter ceux qui craignent une concentration excessive du pouvoir exécutif et une politisation de l'administration publique.** En ciblant les départements des ressources humaines du gouvernement fédéral et en proposant des réformes radicales, le projet risque de susciter une forte opposition de la part des fonctionnaires et des syndicats, entraînant potentiellement des conflits et des blocages. En se positionnant fermement contre le mouvement "woke" et en insistant sur la déconstruction de l'État administratif centralisé, le projet pourrait être perçu comme extrémiste par

une partie de l'électorat modéré et indépendant, limitant ainsi l'attrait de Trump au-delà de sa base électorale. Enfin, la mise en œuvre d'un plan aussi ambitieux nécessitera non seulement des compétences administratives, mais aussi un soutien politique considérable. Si le Congrès reste divisé ou opposé à ces réformes, il pourrait être difficile de réaliser pleinement les objectifs du "Project 2025", ce qui pourrait frustrer les électeurs et affaiblir l'administration Trump.

En résumé, **le "Project 2025" de Trump présente des avantages en termes de préparation et d'organisation, mais comporte également des risques liés à la centralisation du pouvoir**, à l'opposition des fonctionnaires et à la perception d'extrémisme. Ces facteurs pourraient influencer sa capacité à gagner l'élection de 2024.

C'est justement face à aux critiques selon lesquelles le "Project 2025" est trop extrême que l'équipe de campagne de Donald Trump a publié l'"Agenda47". Le fond du projet reste le même, les deux programmes sont des projets politiques pour une Amérique conservatrice. **L'enjeu, en publiant l'"Agenda47", était surtout pour Donald Trump de pouvoir proposer un projet pour l'Amérique en son nom et ne pas être accusé d'être sous l'influence du think tank conservateur *The Heritage Foundation*.**

VERS UNE VICTOIRE EN NOVEMBRE 2024 ?

La campagne de l'élection présidentielle de 2024 est déjà rentrée dans l'histoire comme étant hors norme tant du point de vue des enjeux, du degré de polarisation politique, de la férocité de la compétition électorale et des événements improbables venus influencer cette campagne. **Si nous pouvons affirmer que Donald Trump a de grandes chances de remporter la course à la Maison Blanche, sa victoire dépendra de plusieurs facteurs.**

En premier lieu la campagne a pris une tournure inédite avec trois événements. **D'abord Donald Trump, le 45^{ème} président des États-Unis d'Amérique a subi une tentative d'assassinat lors d'un meeting à ciel**

ouvert en Pennsylvanie. Cet incident a galvanisé ses supporters en renforçant l'idée selon laquelle Donald Trump est doté de la mission sacrée de sauver l'Amérique. Le fait de survivre à une tentative d'assassinat lui a donné une légitimité historique dont peut d'hommes politiques peuvent se revendiquer. Au-delà de la légitimité électorale, Trump incarne aujourd'hui cette légitimité historique et cela renforce sa candidature. **Puis, le second événement inattendu de cette élection est la décision de Joe Biden d'abandonner la course à un second mandat au profit de sa Vice-présidente Kamala Harris.** Cette décision est perçue comme une épine dans le pied de Donald Trump qui a dû revoir sa stratégie de campagne. Cette nouvelle candidature a relancé la campagne du camp démocrate mais il reste à voir si cette dynamique ou cette véritable « Kamala-mania » se maintiendra jusqu'en novembre. **Du côté républicain, le retrait de Robert F. Kennedy et son soutien à Donald Trump est une victoire en terme de communication et de symbole politique pour le camp MAGA.** Nous rappelons que Robert F. Kennedy fait partie de la famille démocrate la plus connue du pays.

Le choix des duos Trump-Vance et Harris-Walz risque également d'être un facteur déterminant dans l'élection. Donald Trump a choisi JD Vance pour son profil typiquement Américain. Il est originaire de l'Ohio, a été soldat, est passé par Yale Law School, est écrivain à succès avec son ouvrage *Hillbilly Elegy* et enfin commentateur politique. En faisant ce choix Trump veut démontrer qu'il est plus motivé que jamais pour mettre en œuvre son programme MAGA et Vance peut l'aider à mobiliser l'électorat du Midwest, surtout dans les États du Wisconsin et du Michigan. Toutefois, Vance peut représenter un frein à la stratégie de Trump de séduction des électeurs indépendants et des républicains modérés. Car Vance est décrit comme trop aligné sur les positions de Donald Trump, en d'autres mots, il est perçu comme aussi extrême. La question est : est-ce que le duo Trump-Vance pourra rassembler au-delà de l'électorat MAGA ? De son côté Kamala Harris a choisi comme colistier Tim Walz, un élu et ancien gouverneur du Minnesota et originaire du Nebraska. Ce choix a été de nature très stratégique puisque Harris veut utiliser son profil de politicien blanc d'un

Etat rural pour séduire les électeurs ruraux blanc de l'Amérique. Kamala Harris la femme de couleur de Californie et Tim Walz, le blanc du Minnesota sont donc deux profils qui se complètent. Cela renforce leur chance de séduire une partie de l'électorat blanc rural dans l'élection de novembre.

En outre, une série de facteurs externes vont être déterminants pour une victoire de Donald Trump en novembre. Son opposition au soutien Américain à la guerre en Ukraine en est un. Une partie non négligeable des Américains s'opposent à l'aide Américaine envoyée à Kiev et avec un conflit qui dure depuis 2022 voire 2014, une part croissante de la population Américaine risque de s'en lasser et c'est un élément en faveur de Trump. La même analyse peut être portée sur le conflit dans la région d'Israël qui coûte énormément au contribuable Américain. Selon le *Council on Foreign Relations* Israël est le plus grand bénéficiaire cumulé d'aide étrangère américaine depuis sa création en 1948, avec un total d'environ 310 milliards de dollars d'aide économique et militaire. Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises soutenir Israël de manière inconditionnelle mais vouloir mettre un terme au conflit. Nous rappelons que la stratégie Américaine depuis Barack Obama est de se désengager du Moyen Orient pour concentrer les forces sur la menace chinoise dans le Pacifique. L'économie est un autre facteur externe qui va jouer en la faveur de Donald Trump puisqu'une majorité d'Américains soutiennent l'idée selon laquelle l'économie était mieux sous Trump. En juin 2024 un sondage de Reuters/Ipsos rapporte qu'à la question de savoir lequel des deux candidats avait une meilleure approche de l'économie, les sondés ont choisi Trump à 43 % contre 37 % pour Biden. En effet, l'administration Biden, dont Kamala Harris fait partie, a été incapable de convaincre les Américains de la solidité et de la réussite de leur politique économique. C'est d'autant plus inquiétant pour le camp démocrate lorsque nous savons que l'économie est la question la plus importante dans une élection aux Etats-Unis¹⁸.

¹⁸ Levine, A. J., Kahn, C., & Lange, J. (2024, 30 juillet). Biden approval polling tracker. Reuters. <https://www.reuters.com/graphics/USA-BIDEN/POLL/nmopagnqapa/>

Nous ne pouvons pas analyser la potentialité d'une victoire de Donald Trump en novembre sans aborder un état des lieux des rapports de force dans les fameux *swings states* ou états clés. Si en juillet 2024 **Trump dominait Biden dans l'intégralité des états clés d'Arizona, de Géorgie, du Michigan, du Nevada, de la Caroline du Nord, de la Pennsylvanie et du Wisconsin, ce rapport de force n'est plus le même actuellement avec la candidature de Kamala Harris.** Au 29 août, selon un sondage Bloomberg News/Morning Consult, Kamala Harris devance en moyenne Donald Trump de 2 points en Arizona, en Géorgie, au Michigan, au Nevada, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie et dans le Wisconsin. Le sondage suggère également que le choix du gouverneur du Minnesota, Tim Walz, comme colistier de Harris a eu un impact positif sur l'augmentation des intentions de votes des électeurs en provenance des états clés¹⁹. Toutefois, rien n'est encore joué et le rapport de force peut évoluer d'ici novembre mais une chose est certaine, la candidature de Kamala Harris est venue perturber l'élan en faveur de Donald Trump.

Comme nous l'illustre le "Project 2025" et l'"Agenda47" cette élection est bien plus qu'un simple scrutin présidentiel. Les Américains vont faire le choix de ce que va incarner l'Amérique dans le futur. Nous sommes témoins d'une Amérique en évolution et en quête d'identité.

¹⁹ Nazzaro, M. (août 29, 2024). Harris leading Trump by 2 points in battleground states: Poll. The Hill. <https://thehill.com/homenews/campaign/4854831-harris-leading-trump-battleground-states-poll/>

CONCLUSION

Donald Trump divise et provoque la polémique, mais les faits démontrent qu'il est maintenant un homme solidement ancré dans le paysage politique américain. Les raisons de cette popularité sont le fait qu'il est une personnalité politique unique, son projet politique antisystème pour l'Amérique nourrit sa popularité et le bilan mitigé du mandat de Joe Biden joue également en la faveur de la popularité de l'ancien président. Avec cette présidentielle l'Amérique est à la croisée des chemins entre un projet de société multiculturel, progressiste et interventionniste incarné par Kamala Harris et un projet de société conservateur et traditionnaliste incarné par Donald Trump.

Le "Project 2025" et l'Agenda47 incarnent deux projets visant à révolutionner l'Amérique tant du point de vue des politiques publiques que dans la manière de gouverner le pays. Une chose est certaine, si ces deux programmes sont appliqués l'Amérique connaîtra une nouvelle révolution conservatrice qui va durablement changer son visage.

L'élection présidentielle de 2024 s'annonce être plus polarisée que jamais, entre la candidate démocrate au bilan mitigé et un candidat républicain en guerre contre le système judiciaire de son propre pays. Margaret Thatcher disait au sujet de l'Amérique : *"Europe was created by history. America was created by philosophy."* En effet, au-delà du simple vote pour un candidat à la présidence, nous pouvons affirmer qu'en novembre les Américains voteront pour une philosophie de la vie.

Par **Sean Scull**, Analyste du Millénaire et spécialiste des États-Unis

Contributions :

William Thay, Président du Millénaire

Pierre Clairé, Directeur adjoint des Études, spécialiste de politiques étrangères et européennes

Crédit photo : Donald Trump via [Wikimedia Commons](#) sous licence [CC BY-SA 2.0](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*